

## **Deux acteurs de premier plan de la campagne pour plus de transparence arrêtés en République du Congo**

La coalition internationale “Publiez ce que vous payez” est très préoccupée par les arrestations en République du Congo (Brazzaville) de deux acteurs de premier plan qui assurent un plaidoyer courageux contre la corruption et les abus des droits de l’homme dans ce pays, Christian Mounzéo et Brice Mackosso. Ces arrestations interviennent après une campagne de menaces et d’intimidation contre les deux hommes qui ont très courageusement dénoncé la mauvaise gestion des revenus pétroliers dans leur pays.

MM Mounzéo et Mackosso sont les deux coordinateurs de la section congolaise de la coalition “Publiez ce que vous payez” (PCQVP). PCQVP est une coalition internationale de groupes de la société civile, qui mène campagne pour une plus grande transparence dans la gestion des revenus que les industries pétrolières et minières payent aux gouvernements. Ils ont été arrêtés le 6 avril dans la ville de Pointe-Noire et accusés d’avoir détourné des fonds de l’organisation fondée par C. Mounzéo, Rencontre pour la Paix et les Droits de l’Homme. Ils avaient été libérés dans la nuit et ont été de nouveau arrêtés le 7 avril avant d’être transférés à la maison d’arrêt.

Les arrestations de MM Mounzéo et Mackosso ont été ordonnées à un haut niveau de la police congolaise sans que les procédures prévues par la loi congolaise aient été suivies. Lors de leurs interrogatoires par la police, l’accès à un avocat leur a d’abord été refusé selon un ordre reçu d’en haut avant d’être accepté plus tard après plusieurs tractations. En outre, le procureur de la République a justifié l’incarcération des deux hommes par la “dimension politique” de leur travail. Les interrogatoires étaient plus basés sur le rôle que MM Mackosso et Mounzéo ont joué dans la campagne contre la corruption devenue systémique dans le secteur pétrolier que sur les faits qui leur étaient reprochés. Des documents relatifs à cette campagne ont été saisis lors d’une perquisition ordonnée de façon orale et non par écrit comme le veut la loi. Les documents saisis n’ont pas été scellés et aucun procès verbal de cette perquisition n’a été établi, ce qui laisse toutes les possibilités d’introduire de fausses preuves.

La République du Congo, pays pauvre très endetté, s’est engagée à poursuivre des réformes dans le secteur pétrolier pour obtenir l’allègement de la dette auprès des bailleurs de fonds internationaux. Malgré les engagements pris, les chiffres officiels montrent que des centaines de millions de dollars US n’ont pas été comptabilisés dans le budget. En décembre 2005, un jugement d’un tribunal de Londres a révélé que de hauts officiels congolais ont supervisé des ventes de plusieurs centaines de millions de dollars US à des prix en dessous des prix de marché à des compagnies appartenant au PDG de la compagnie nationale de pétrole, selon le gouvernement pour cacher ces ventes aux créanciers du pays. Ces révélations ont poussé les bailleurs internationaux, à commencer par la Banque Mondiale, à exiger plus de surveillance et de transparence dans la gestion du secteur pétrolier avant que le pays ne bénéficie d’une annulation totale de sa dette.

Le Congo s’est aussi impliqué dans l’initiative de transparence des industries extractives (ITIE), une initiative internationale qui vise à promouvoir la transparence dans la gestion des revenus dans les secteurs pétrolier, gazier et minier. La participation de la société civile est la pierre angulaire de cette initiative. Lors de la mise en place de cette initiative au Congo, MM Mounzéo et Mackosso ont fait l’objet de dénonciations calomnieuses de la part d’officiels du gouvernement et de menaces téléphoniques anonymes à cause de leur travail dans la promotion de la bonne

gouvernance et la lutte contre la corruption. MM Mounzéo et Mackosso ont fait l'objet de plusieurs accusations de détournements de fonds sans preuve dont les versions ont sans cesse changé. Ces accusations ne sont ni formulées ni soutenues par les organisations internationales qui ont fourni les fonds en cause.

“Nous sommes très préoccupés par le fait que MM Mounzéo et Mackosso ont été arrêtés pour des accusations fabriquées et nous pensons que le vrai motif de leur arrestation est leur lutte courageuse contre la corruption dans le secteur pétrolier dans leur pays,” a dit le coordinateur de la coalition Publiez ce que vous payez – section Afrique, Matteo Pellegrini. “ Nous demandons à la communauté internationale de rappeler aux autorités congolaises qu’elles doivent respecter les Droits de l’Homme et qu’elles ne doivent pas utiliser la procédure légale pour faire taire ceux qui parlent au nom de l’intérêt général.”

**Pour plus d’information contactez:**

Matteo Pellegrini (coordinateur de PCQVP section Afrique) +237.634.56.35

Michel Roy (Secours Catholique, coordinateur plateforme française PCQVP) +33 6.07.99.34.60

Moké Loamba (Président, Coalition congolaise PCQVP) +242 521.54.07

Sarah Wykes (Global Witness) +44 207 561 63 62 / +44 7703 108 449